

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département des Affaires étrangères, N. Droz*

RP

Paris, 10 mai 1890

L'ambassadeur d'Autriche m'a parlé assez longuement des manifestations du 1^{er} Mai, et, tout en se félicitant de ce que cette journée n'avait pas donné lieu à des actes de violence et de ce que le gouvernement français en particulier eût très habilement pris des mesures préventives¹, le Comte Hoyos a insisté sur la gravité du fait qu'un mot d'ordre, parti d'un congrès de prétendus ouvriers à Paris en 1889, ait suffi pour mettre en mouvement à jour fixe une armée innombrable dans tous les pays industriels, suspendre la vie des peuples civilisés et révélé ainsi l'existence d'une force internationale à laquelle rien ne peut se comparer dans l'histoire. Il n'est pas impossible, a ajouté l'ambassadeur, que certains gouvernements ne soient d'avis qu'il y a des mesures à prendre en présence d'une situation aussi nouvelle. Comme c'est à Vienne et à Buda-Pesth qu'on a eu, avant le 1^{er} Mai, la plus forte somme d'inquiétudes quant à la tournure pacifique de la Manifestation, il est possible qu'on se calme dans ces deux capitales à présent que les craintes ne se sont pas réalisées, mais j'avoue avoir toujours redouté, depuis que l'idée de la «journée du 1^{er} Mai» a été jetée dans le monde, une contre-manifestation du genre de celle à laquelle le Cte Hoyos a fait allusion. J'ai naturellement répondu qu'à mes yeux, la meilleure manière, pour les gouvernements comme pour les sociétés, de répondre aux revendications ouvrières dans ce qu'elles ont d'exagéré, consiste de la part du législateur à s'occuper sans délai de tout ce qui touche la protection des ouvriers dans les fabriques, le travail des femmes et des enfants, l'assurance contre les accidents et la maladie, et, de la part des classes qui possèdent, de réformer dans la mesure du possible un certain nombre de mœurs, de pratiques et de manières de vivre qui peuvent exciter à la haine de classes. Tout cela constitue, il est vrai, une œuvre de longue haleine, tant pour les gouvernements que pour les patrons, etc. etc. Il m'a paru néanmoins utile de noter les paroles du Cte Hoyos, qui est quelquefois un peu «enfant terrible».

L'ambassadeur d'Autriche a insisté sur l'esprit conciliant de M. Spuller et sur l'habileté avec laquelle le précédent Ministre des Affaires étrangères de France avait mis la sourdine aux bruyantes manifestations de sympathie franco-russe,

1. *On avait redouté des troubles, ainsi Lardy: [...] Quant à la manifestation du jeudi 1^{er} mai, qui tombe malheureusement entre les deux tours de scrutin pour les élections municipales, le préfet de police m'assure ne pas craindre d'excès de la part des socialistes, il a paru, d'autre part, moins explicite à l'égard des groupes anarchistes peu nombreux, il est vrai, mais fort difficile à surveiller et absolument capables selon lui de chercher à tenter un coup [...] Cf. E 2300 Paris 43. Le 1^{er} mai en cours de journée, Lardy rassure le Département: huit heures soir calme plat circulation comme habituellement (E 2300 Paris 43).*

19 MAI 1890

51

en même temps qu'il amenait insensiblement des relations plus confiantes ou moins défiantes entre Paris et Rome. Le Comte Hoyos se demande si M. Ribot ne risque pas de pousser trop loin l'intimité avec la Russie.

J'ai appris que l'ambassadeur d'Autriche n'était, dans ces paroles, que l'écho des craintes de son gouvernement; on m'a dit, de source anglaise, qu'à Londres, on avait été averti de craintes assez vives du cabinet de Vienne dans les derniers jours à l'égard de la Russie; on ne m'a pas dit ce qui les motive et on a ajouté qu'à Londres on ne les partageait pas. Mon rapport d'avant-hier² et le récit des négociations relatives à la conversion de la dette égyptienne et à la représentation de Ménélik par l'Italie à la Conférence de Bruxelles, sont de nature à montrer que le contact entre la diplomatie française et la diplomatie russe est incontestable. Le soin que met M. Ribot à me déclarer que tout ce qu'il dit au sujet de ce contact est rigoureusement confidentiel et secret, démontre qu'il est résolu à n'en pas faire étalage. Dans ma conviction, on ne désire pas plus à Paris qu'à Pétersbourg, faire une politique d'agression, mais se borner à manœuvrer de façon à ne rien compromettre sur le terrain diplomatique, à conserver intactes les positions respectives, jusqu'au jour où quelque catastrophe viendrait à modifier le droit public européen. J'ai même entendu l'ambassadeur de Russie développer, presque dans ces termes, ce programme mercredi dernier dans le salon d'attente de M. Ribot.

2. *Non reproduit.*